

**Étude. Guillermo Vuletin est économiste au FMI. Il s'est intéressé au poids de l'économie informelle dans les différents pays de la Caraïbe**

## Le poids de « l'informel »

L'étude que consacre Guillermo Vuletin à l'économie informelle renouvelle largement son appréciation et sa mesure. En effet, son originalité repose sur une évaluation faite à partir de ses causes et conséquences observées. Diverses méthodes ont pu être utilisées pour appréhender la place de l'économie informelle dans un pays. Certains auteurs ont cherché à la quantifier à partir de la consommation d'électricité, du volume des transactions monétaires, ou encore de la demande de monnaie.

Dans cette étude, l'approche utilisée est la modélisation économétrique Multiple Indicators, Multiple Causes (MIMIC). Grâce à une enquête réalisée en Jamaïque sur les conditions de vie, la part de l'économie informelle dans ce pays a été évaluée à environ 35 % du PIB mesuré en 2001. À partir de ce chiffre, la présente étude évalue la part de l'économie informelle pour les autres pays des Caraïbes.

La méthode valide les déterminants et les effets attendus de l'économie informelle. La taille de l'économie informelle

augmente avec la pression fiscale, la rigidité du marché du travail, l'inflation et la part de l'agriculture. Le développement de l'économie informelle réduit les cotisations sociales, la place des syndicats et la scolarisation dans le secondaire. L'impact est très significatif, l'économie informelle expliquant respectivement 76 %, 35 % et 57 % de la variance des cotisations sociales, de la syndicalisation ou du taux de scolarisation pour l'ensemble des 13 pays étudiés.

### INÉGALITÉ DES CARIBÉENS FACE À « L'INFORMEL »

La part de l'économie informelle varie fortement entre les pays de la Caraïbe, d'environ 15 % du PIB mesuré pour les Bahamas jusqu'à 50 % pour Saint-Vincent et les Grenadines. Certains pays ont une part d'informel inférieure ou égale au quart de leur PIB : (Grenade, la Barbade, Saint-Kitts et Nevis, Trinité et Tobago).

À l'opposé, outre Saint-Vincent et les Grenadines, le Belize et la République dominicaine ont un secteur informel qui représente environ la moitié du PIB mesuré.

Des taux inférieurs aux voisins sud-américains. Les déterminants de l'économie informelle sont très différents selon les pays. En moyenne, pour les 13 pays de la Caraïbe de l'Est, la taille de l'économie informelle est déterminée par les facteurs suivants en ordre décroissant : la pression fiscale (40 %), la part de l'agriculture (32 %), les rigidités du marché du travail (24 %) et l'inflation (4 %).

L'inflation a une faible influence dans la Caraïbe de l'Est, puisque la plupart de ces pays ont une stabilité monétaire. Selon les pays, les déterminants sont d'importance diverse : à la Grenade, Antigua et Barbuda, la pression fiscale joue le rôle principal ; c'est la place de l'agriculture qui détermine avant tout la place de l'informel pour d'autres pays (Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie, Belize).

En République dominicaine, la rigidité du marché du travail joue un rôle prépondérant, ce qu'on peut expliquer par le niveau élevé du salaire minimal légal qui, dans ce pays, s'élève à 90 % du PIB par habitant.

ANNE DE TARRAGON

- LA GAZETTE D

14 au 20 mai 2007 - Numéro 48  
**La Gazette des Caraïbes** 1 €

L'HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE DE LA GUADELOUPE - (1<sup>re</sup> année) -

FORUMECO CARAIBES